

Fiducie canadienne de bourses d'études – Régime d'épargne familial

États financiers audités et
rapport de la direction sur le rendement du fonds
31 octobre 2023 et 2022



Table des matières

| | |
|--|----|
| Rapport de la direction sur le rendement du fonds | 1 |
| Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière | 6 |
| Rapport de l'auditeur indépendant | 6 |
| États de la situation financière | 8 |
| États du résultat global | 9 |
| États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires | 9 |
| Tableaux des flux de trésorerie | 10 |
| Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille | 11 |
| Tableau complémentaire II – Dépôts des souscripteurs et revenu cumulé | 18 |
| Notes annexes | 19 |

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certaines parties du rapport de la direction sur le rendement du fonds, y compris, mais sans s'y limiter, les sections intitulées « Résultats d'exploitation » et « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Régime, notamment sa stratégie, ses risques, son rendement prévu et sa situation. Les énoncés prospectifs comprennent des déclarations qui sont par nature prédictives et relatives à des événements futurs ou à des conjonctures ou qui comprennent des termes tels que « prévoir », « anticiper », « compter », « planifier », « croire », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des versions négatives correspondantes.

De plus, tout énoncé portant sur le rendement, les stratégies et les perspectives ou sur des mesures pouvant être prises à l'avenir par le Régime constitue un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs reposent sur les attentes actuelles et sur les projections d'événements futurs et sont intrinsèquement assujettis, entre autres, aux risques, aux incertitudes et aux hypothèses portant sur le Régime et les facteurs économiques. Par conséquent, les hypothèses à l'égard des conditions économiques futures et d'autres facteurs pourraient s'avérer inexactes dans l'avenir.

Les énoncés prospectifs ne sont pas une garantie de rendement futur, et les événements réels pourraient différer grandement de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs faits par le Régime. De nombreux facteurs importants pourraient contribuer à ces écarts, y compris, mais sans s'y limiter, les facteurs économiques et politiques généraux ainsi que les conjonctures boursières en Amérique du Nord et sur la scène internationale, les taux d'intérêt et les taux de change, les marchés des actions et les marchés financiers mondiaux, la concurrence commerciale, les changements technologiques, les modifications de la réglementation gouvernementale, les actions en justice ou les mesures réglementaires imprévues, ainsi que les catastrophes.

Nous soulignons que la liste des facteurs importants ci-dessus n'est pas exhaustive. Nous vous encourageons à les examiner attentivement ainsi que tout autre facteur avant de prendre une décision de placement et nous vous conseillons vivement de ne pas vous fier indûment aux énoncés prospectifs, que ce soit à la suite d'une nouvelle information, d'événements futurs ou d'autres éléments avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Rapport de la direction sur le rendement du fonds

Introduction

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets du Régime d'épargne familial de la Fiducie canadienne de bourses d'études (le « Régime »). Les états financiers annuels peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, en consultant notre site Web à l'adresse www.cst.org ou le site Web de SEDAR à www.sedar.com, en appelant notre service à la clientèle au 1 877 333-7377 ou en nous écrivant à l'adresse suivante : 2235 Sheppard Avenue East, Suite 1600, Toronto (Ontario) M2J 5B8.

La Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études (la « Fondation »), à titre de promoteur du Régime, et Épargne C.S.T. inc. (« Épargne CST »), à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, considèrent que la gouvernance et la conformité contribuent de manière importante au rendement global de la société et aux rendements à long terme sur les placements; nous passons en revue et appuyons donc les directives sur le vote par procuration établies par nos gestionnaires de placement. La politique en matière de vote par procuration de chaque gestionnaire de placement peut être obtenue, sur demande, auprès de notre service à la clientèle ou en écrivant à l'adresse cstplan@cst.org.

Le présent rapport de la direction sur le rendement du fonds présente l'opinion de l'équipe de gestion de portefeuille quant aux facteurs et faits nouveaux importants qui ont influé sur le rendement et les perspectives du Régime au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023.

Objectif et stratégie de placement

L'objectif de placement du Régime consiste à protéger le capital des souscripteurs (les « cotisations » nettes ou le « capital ») tout en offrant un rendement positif raisonnable sur les placements à long terme et en tenant compte d'un seuil de risque prudent.

Le Régime effectue ses investissements selon une composition stratégique en vertu de laquelle les actifs de capital sont investis dans une combinaison de titres à revenu fixe gouvernementaux et d'obligations de sociétés canadiennes notés BBB ou mieux. Les actifs de revenu (soit les fonds provenant des cotisations ou des subventions gouvernementales, comme les intérêts et les gains en capital) sont investis dans des fonds négociés en bourse (« FNB ») américains, canadiens ou internationaux des secteurs de l'immobilier et des infrastructures.

Les titres à revenu fixe du gouvernement du Canada du Régime sont gérés passivement par Gestion de Placements TD (« GPTD »), conformément à des cibles de durée préétablies. Les obligations de sociétés sont gérées activement par Fiera Capital Corporation. Les portefeuilles de titres à revenu fixe gérés activement misent sur des stratégies d'accroissement durable de la valeur et peuvent s'appuyer sur la répartition sectorielle, l'examen du crédit et la gestion de la durée, selon l'expertise et le mandat des gestionnaires.

BlackRock Asset Management Canada Limited gère les actions du Régime. Ces actifs sont répartis entre des FNB canadiens ou américains qui reproduisent le rendement de divers indices boursiers, y compris l'indice S&P/TSX composé plafonné, l'indice S&P

US Total Market, l'indice de rendement global S&P 500, l'indice MSCI EAFE IMI et l'indice MSCI Emerging Markets. Les FNB mondiaux des secteurs de l'immobilier et des infrastructures sont gérés par BlackRock et visent à reproduire le rendement de leur indice de référence respectif.

Une partie des actifs du Régime est gérée par Gestion d'actifs C.S.T. Inc. dans une combinaison des catégories d'actifs susmentionnées visant à maintenir la composition des actifs du Régime et à respecter les exigences de liquidité de façon générale.

Risque

Les risques associés aux placements dans le Régime demeurent les mêmes que ceux qui sont décrits dans le prospectus. Au cours de l'exercice, le Régime n'a fait l'objet d'aucun changement significatif ayant une incidence sur le niveau de risque global lié à un placement dans le Régime.

Résultats d'exploitation

Rendement du régime

Au cours de l'exercice, le taux de rendement du Régime, déduction faite des frais, s'est établi à 4,4 %, par rapport à 1,5 % pour l'indice de référence de la politique de placement (l'« indice de référence »). En contraste, l'indice obligataire gouvernemental à court terme FTSE Canada et l'indice S&P/TSX composé plafonné, des indices généraux, ont généré des rendements de 1,7 % et de 0,4 %, respectivement, durant la même période. Le rendement du Régime est calculé après déduction des frais et des charges de 1,2 % tandis que les rendements de l'indice de référence

et des indices généraux ne tiennent compte d'aucun coût de placement comme les frais, les charges et les commissions.

Le taux de rendement du Régime, compte non tenu des frais et des charges, a été supérieur à celui de l'indice de référence au cours de l'exercice. La pondération du Régime en titres à revenu fixe à long terme a généré un rendement supérieur à celui de l'indice de référence. En outre, la pondération en actions américaines et internationales a offert un rendement inférieur à celui de la composante actions canadiennes de l'indice de référence de la politique de placement.

Retour sur l'économie

L'économie mondiale a continué de se redresser au cours de l'exercice, malgré les niveaux élevés des prix à la consommation et les multiples événements géopolitiques. Les banques centrales partout dans le monde ont maintenu leur engagement à lutter contre l'inflation grâce à des taux d'intérêt soutenus plus élevés. En octobre 2023, le Fonds monétaire international (le « FMI ») a prévu que la croissance mondiale ralentirait, pour passer de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % l'année suivante, ce qui est nettement en dessous de la moyenne historique à long terme. Le FMI a mentionné que les niveaux de risque relatifs à la croissance mondiale semblent plus équilibrés par rapport à l'année précédente, mais qu'ils demeurent défavorables dans l'ensemble.

La Banque du Canada a progressé vers son objectif de freiner l'inflation de l'IPC, dont le taux est passé d'un sommet de 8,1 % en juin 2022 à un peu moins de 4,0 % en septembre 2023. Elle a obtenu ce résultat en rehaussant son taux d'intérêt à quatre reprises au cours de l'année, pour le faire passer de 3,75 % en octobre 2022 à 5,00 % en septembre 2023. Par conséquent, l'économie canadienne a ralenti tout au long de 2023, et la croissance du PIB a chuté pour passer de 0,6 % en octobre 2022 à 0,0 % en juillet 2023. Le marché canadien de l'emploi s'est assoupli à partir de mai, et le taux de chômage a atteint 5,7 %, tandis que la demande a ralenti. Le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain pendant la majeure partie de l'exercice avant de remonter pour s'établir sous la barre des 74 cents américains à la fin d'octobre.

Étant donné le resserrement des conditions financières mondiales, les rendements des obligations à long terme ont affiché une forte hausse. L'augmentation globale de 1,25 % des taux

d'intérêt réalisée par la Banque du Canada au cours de l'exercice a déplacé et accentué la courbe de rendement vers le haut. Les titres dont l'échéance est plus longue (représentés par l'indice obligataire FTSE Canada à long terme) ont enregistré une baisse de 3,1 %. Les obligations à court terme positionnées plus prudemment ont été favorisées par la hausse de 2,4 % enregistrée par l'indice obligataire FTSE Canada à court terme, et les liquidités (représentées par l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE) ont affiché une hausse de 4,6 % au cours de la période. Dans ce contexte, le marché canadien des obligations (représenté par l'indice obligataire universel FTSE Canada) est demeuré stable dans son ensemble avec un rendement de 0,0 %, tandis que les obligations de sociétés canadiennes ont généré un rendement de 3,0 %, les écarts ayant poursuivi leur baisse au cours de la période.

Malgré des ventes massives survenues avec une certaine modération vers la fin de l'exercice, les actions ont obtenu des rendements importants au cours de l'exercice, et bon nombre des principaux indices de référence ont affiché des gains à deux chiffres. Les marchés boursiers des pays développés incluant les actions de sociétés américaines à forte capitalisation (représentées par le S&P 500) et les actions internationales (représentées par l'indice MSCI EAFE IMI) ont augmenté de 11,9 % et de 15,3 %, respectivement. Les actions des marchés émergents ont rebondi par rapport à l'exercice précédent, comme le démontre l'indice MSCI Emerging Markets IMI, qui a augmenté de 13,7 %. Les actions canadiennes (représentées par l'indice S&P/TSX composé plafonné) ont affiché un rendement de 0,4 %, ce qui est inférieur à celui des autres régions, en raison d'une diminution marquée de l'exposition importante de l'économie aux marchandises et aux actions du secteur de l'énergie découlant de la baisse de la demande mondiale.

Événements récents et autres renseignements

Nous sommes d'avis que notre stratégie de placement et notre philosophie de gestion prudente continueront à fournir de la valeur à long terme à notre Régime. Comme toujours, notre but est de protéger le capital et d'offrir un rendement raisonnable, conforme aux lignes directrices de notre politique en matière de placements et à notre tolérance, aux risques à nos souscripteurs et à nos bénéficiaires.

Faits saillants financiers et d'exploitation (avec chiffres correspondants)

Le tableau qui suit présente les principales informations financières du Régime et a pour objet de vous aider à comprendre le rendement financier du Régime pour les cinq derniers exercices. L'information présentée est tirée des états financiers annuels audités du Régime.

(en milliers de dollars)

| | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| États de la situation financière | | | | | |
| Actif total | 498 696 \$ | 463 816 \$ | 497 795 \$ | 440 941 \$ | 398 595 \$ |
| Actif net | 496 147 | 460 721 | 493 919 | 439 349 | 396 549 |
| Variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires (%) | 7,7 % | (6,7)% | 12,4 % | 10,8 % | 16,8 % |
| États du résultat global | | | | | |
| (Perte nette) revenu net de placement | 18 874 \$ | (47 620)\$ | 27 970 \$ | 14 455 \$ | 31 899 \$ |
| États des variations de l'actif net | | | | | |
| Paielements d'aide aux études | (24 119)\$ | (27 857)\$ | (18 876)\$ | (13 755)\$ | (12 908)\$ |
| Subventions gouvernementales remboursées, déduction faite des encaissements | (425) | (1 635) | 479 | 180 | (816) |
| Paielements des subventions gouvernementales aux bénéficiaires | (27 228) | (25 083) | (15 462) | (11 513) | (11 477) |
| Autres | | | | | |
| Nombre total de conventions | 81 547 | 77 977 | 74 305 | 70 786 | 67 054 |
| Variation du nombre total de conventions (%) | 4,6 % | 4,9 % | 5,0 % | 5,6 % | 4,6 % |

Frais de gestion

Frais d'administration

Des frais d'administration de 5 423 milliers de dollars (2022 – 5 409 milliers de dollars), qui comprennent les frais d'administration et de traitement ainsi que les charges liées à l'information financière du Régime, ont été versés à la Fondation, le promoteur et administrateur du Régime, conformément aux conventions de régime d'épargne-études des souscripteurs. L'administration du Régime englobe les services de traitement et ceux des centres d'appels liés aux nouvelles conventions, les subventions gouvernementales, les modifications, les résiliations et les échéances du Régime, ainsi que les paiements d'aide aux études (« PAE »). Les frais d'administration annuels sont établis à 1,0 % du montant total des cotisations nettes, des subventions gouvernementales et du revenu réalisé sur ces montants, sous réserve des impôts applicables, et ils sont payés chaque mois.

La Fondation a délégué certaines fonctions d'administration et de placement à sa filiale entièrement détenue, Épargne CST, qui est un cabinet de courtage en régimes de bourses d'études inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement du Régime en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, conformément à la législation sur les valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada où il vend des régimes de bourses d'études. Épargne CST est le distributeur exclusif des régimes de la Fiducie canadienne de bourses d'études.

En contrepartie de ses services d'administration, Épargne CST reçoit de la Fondation un montant égal aux frais d'administration engagés, plus un pourcentage de ces frais. L'entente de prestation de services d'administration est renouvelable annuellement.

Frais de gestion de portefeuille

Les frais de gestion de placements annuels liés au Régime, compte tenu des impôts, se sont établis à 0,08 % (2022 – 0,07 %) de la valeur de marché moyenne des actifs selon les conventions de gestion de placements conclues avec les gestionnaires de portefeuille. En retour, les gestionnaires de portefeuille offrent des services-conseils en matière de placement et des services de gestion de compte discrétionnaires en ce qui a trait à l'achat, à la vente et à la négociation de titres.

Frais au titre de la rémunération du fiduciaire et des droits de garde

Le Régime verse des frais au titre de la rémunération du fiduciaire et des droits de garde à Fiducie RBC Services aux investisseurs pour régler toutes les opérations de placement, pour payer les frais engagés et pour verser les PAE et d'autres sommes conformément aux modalités de la convention du Régime. En 2023, les frais ainsi imputés au Régime se sont élevés à 93 milliers de dollars (2022 – 111 milliers de dollars), et représentent, compte tenu des impôts, 0,02 % (2022 – 0,02 %) de la valeur de marché moyenne des actifs.

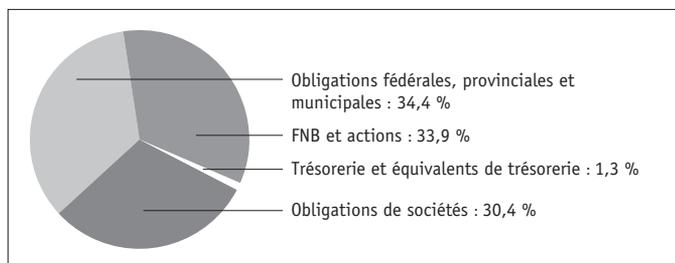
Aperçu du fonds de placement du Régime

Le total du fonds de placement du Régime est composé du capital, des subventions gouvernementales et du revenu pour toutes les conventions de régime d'épargne-études qui n'ont pas encore été versés aux bénéficiaires ou retirés par les souscripteurs.

Le total du fonds de placement du Régime, tel qu'il est présenté et défini dans le présent rapport, reflète le capital, les subventions gouvernementales et le revenu.

Le graphique suivant illustre le total du fonds de placement du Régime par catégorie de placement.

Composition de l'actif au 31 octobre 2023



Le tableau ci-dessous présente en détail les 25 principales positions acheteur comprises dans le total du fonds de placement du Régime. Le Régime n'a pas le droit de détenir des positions vendeur sur des titres.

| Émetteur | | Juste valeur (en milliers de dollars) | % de l'actif du portefeuille du Régime |
|--|-----------------------------------|---|--|
| iShares Core S&P U.S. ETF | | 57 780 | 11,8 % |
| iShares Core MSCI EAFE IMI Index ETF | | 31 988 | 6,5 % |
| iShares Core S&P 500 Index ETF | | 24 803 | 5,0 % |
| FINB BMO S&P 500 | | 20 145 | 4,1 % |
| iShares Core MSCI Emerging Markets IMI Index ETF | | 13 994 | 2,8 % |
| iShares Global Infrastructure Index ETF | | 8 520 | 1,7 % |
| iShares Global Real Estate Index ETF | | 8 143 | 1,7 % |
| Province de l'Ontario | 2,60 % 2 juin 2025 | 7 958 | 1,6 % |
| Province de l'Ontario | 2,60 % 2 juin 2027 | 7 814 | 1,6 % |
| Province de l'Ontario | 2,90 % 2 juin 2028 | 6 415 | 1,3 % |
| Province de l'Ontario | 2,40 % 2 juin 2026 | 5 287 | 1,1 % |
| Province de Québec | 2,75 % 1 ^{er} sept. 2027 | 5 256 | 1,1 % |
| Gouvernement du Canada | 0,50 % 1 ^{er} déc. 2030 | 5 163 | 1,1 % |
| Gouvernement du Canada | 0,00 % 20 juin 2024 | 4 948 | 1,0 % |
| Province de l'Ontario | 1,75 % 8 sept. 2025 | 4 814 | 1,0 % |
| Province de Québec | 2,50 % 1 ^{er} sept. 2026 | 4 766 | 1,0 % |
| Gouvernement du Canada | 0,00 % 15 août 2024 | 4 677 | 1,0 % |
| Gouvernement du Canada | 0,00 % 18 juill. 2024 | 4 598 | 0,9 % |
| Province de Québec | 2,75 % 1 ^{er} sept. 2028 | 4 266 | 0,9 % |
| Province de l'Ontario | 3,60 % 8 mars 2028 | 3 878 | 0,8 % |
| Gouvernement du Canada | 0,00 % 23 mai 2024 | 3 860 | 0,8 % |
| Province de l'Alberta | 2,55 % 1 ^{er} juin 2027 | 3 782 | 0,8 % |
| Province de Québec | 2,75 % 1 ^{er} sept. 2025 | 3 709 | 0,8 % |
| Banque de Montréal | 2,70 % 11 sept. 2024 | 3 420 | 0,7 % |
| Gouvernement du Canada | 1,25 % 1 ^{er} juin 2030 | 3 402 | 0,7 % |

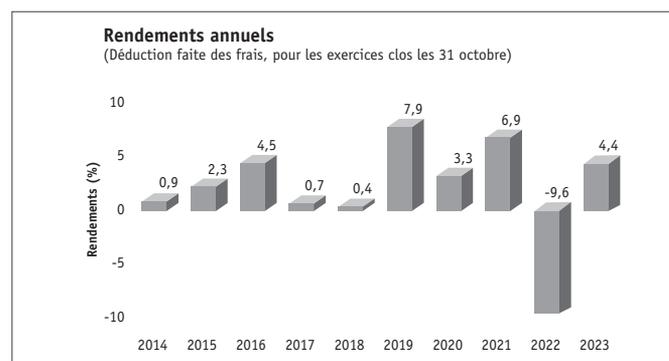
25 principales positions acheteur en pourcentage du total de l'actif du portefeuille du Régime **51,8 %**

Rendement passé

Les rendements présentés dans le tableau ci-dessous et dans le tableau des rendements composés annuels sont fondés uniquement sur le rendement de placement réalisé sur le total du fonds de placement du Régime. Le rendement sur les placements a été calculé selon les valeurs du marché et les flux de trésorerie pondérés selon le temps applicables aux périodes. Les charges totales engagées par le Régime, dont les frais d'administration, les frais de gestion du portefeuille, les frais au titre de la rémunération de fiduciaire et des droits de garde et les honoraires du comité d'examen indépendant, ont été déduites, et seuls les rendements nets sont présentés pour chaque période. Les rendements passés du Régime ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

Rendements annuels

Le graphique à bandes ci-dessous indique le rendement annuel du total du fonds de placement du Régime pour chacun des dix derniers exercices compris dans la période close le 31 octobre 2023. Le graphique présente, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation à la hausse ou à la baisse, au dernier jour de l'exercice, d'un placement compris dans le total du fonds de placement du Régime, effectué le premier jour de l'exercice.



Rendements composés annuels

L'indice de référence du Régime se composait à 70 % de l'indice obligataire gouvernement à court terme FTSE Canada et à 30 % de l'indice S&P/TSX composé plafonné. L'indice obligataire gouvernement à court terme FTSE Canada est une mesure générale des titres à revenu fixe de première qualité du Canada, émis par le gouvernement du Canada, ce qui inclut des sociétés d'État et des gouvernements provinciaux, dont l'échéance est de un an à cinq ans. L'indice S&P/TSX composé plafonné reflète les fluctuations des cours de certains titres inscrits à la Bourse de Toronto et pondérés en fonction de la capitalisation boursière, selon une pondération maximale de 10 % pour toutes ses composantes.

Le tableau suivant illustre les rendements composés annuels en pourcentage du total du portefeuille du Régime pour les périodes indiquées closes le 31 octobre 2023.

| | Périodes | | | |
|--|------------|--------------|------------|------------|
| | 1 an | 3 ans | 5 ans | 10 ans |
| Rendement net du Régime* | 4,4 | 0,3 | 2,4 | 2,1 |
| Rendement de l'indice de référence | 1,5 | 2,2 | 3,6 | 3,2 |
| Indice obligataire gouvernement à court terme FTSE Canada | 1,7 | (1,2) | 1,0 | 1,0 |
| Indice S&P/TSX composé plafonné | 0,4 | 9,8 | 8,0 | 6,7 |

* Le rendement du Régime est calculé après déduction des frais et des charges tandis que les rendements de l'indice de référence et de l'indice général ne tiennent compte d'aucun coût de placement comme les frais, les charges et les commissions. Les frais et charges du Régime se sont établis à 1,2 % pour chaque période.

Pour une analyse du marché ou de l'information sur le rendement relatif du Régime par rapport à son indice général et à son indice de référence, se reporter à la rubrique intitulée Résultats d'exploitation du présent rapport.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints du Régime d'épargne familial (le « Régime ») de la Fiducie canadienne de bourses d'études sont préparés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études (la « Fondation »). La direction est responsable de l'information et des déclarations incluses dans ces états financiers. Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver les états financiers et de superviser la performance de la direction en ce qui a trait à ses responsabilités en matière d'information financière.

La Fondation, par l'entremise d'Épargne C.S.T. inc., sa filiale entièrement détenue chargée de l'administration du Régime, a mis en place des processus appropriés pour garantir la production d'une information financière pertinente et fiable. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ils incluent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. Les principales conventions comptables sont, selon la direction, appropriées pour le Régime et sont définies à la note 2 des états financiers.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. est l'auditeur externe du Régime. Il a effectué son audit des états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada de manière à pouvoir fournir au conseil d'administration et aux membres de la Fondation son opinion à l'égard des états financiers. Son rapport est présenté ci-dessous.



Sherry J. MacDonald, CPA, CA
Présidente et chef de la direction



Christopher Ferris, CPA, CGA, CFA
Chef des finances

Toronto (Ontario)
Le 19 décembre 2023

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'intention du conseil d'administration et des membres de la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Régime d'épargne familial de la Fiducie canadienne de bourses d'études (le « Régime »), qui comprennent les états de la situation financière aux 31 octobre 2023 et 2022, et les états du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime aux 31 octobre 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations comprennent le rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de la direction sur le rendement du fonds avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Régime.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Régime.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Régime à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Régime à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 19 décembre 2023
Toronto (Ontario)

États de la situation financière

Au 31 octobre 2023 et au 31 octobre 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Actif | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 527 \$ | 21 413 \$ |
| Placements, à la juste valeur (note 4 et Tableau complémentaire I) | 484 708 | 436 313 |
| Produits à recevoir et autres débiteurs | 7 087 | 5 752 |
| Subventions gouvernementales à recevoir | 374 | 338 |
| | 498 696 | 463 816 |
| Passif | | |
| Créditeurs et charges à payer | 2 549 | 3 095 |
| | 2 549 | 3 095 |
| Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires | 496 147 | 460 721 |
| Représenté par : | | |
| Fonds non discrétionnaires | | |
| Revenu cumulé détenu pour le versement futur des paiements d'aide aux études | 98 414 | 87 187 |
| Dépôts des souscripteurs (Tableau complémentaire II) | 227 573 | 218 953 |
| Subventions gouvernementales | 117 483 | 108 346 |
| Revenu tiré des subventions gouvernementales | 52 677 | 46 235 |
| | 496 147 \$ | 460 721 \$ |

Approuvé au nom du conseil d'administration de la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études,



Douglas P. McPhie, FCPA, FCA
Administrateur



Sherry J. MacDonald, CPA, CA
Administratrice

États du résultat global

Pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|---|------------------|-------------------|
| Produits | | |
| Intérêts | 9 765 \$ | 8 503 \$ |
| Profits (pertes) réalisés à la vente de placements | 1 299 | (8 157) |
| Variation des profits (pertes) latents | 9 650 | (45 885) |
| Dividendes | 4 083 | 3 795 |
| | 24 797 | (41 744) |
| Charges | | |
| Frais d'administration et frais de tenue de compte <i>(note 3a)</i> | 5 423 | 5 409 |
| Frais de gestion de portefeuille | 396 | 351 |
| Frais au titre de la rémunération du fiduciaire et des droits de garde | 93 | 111 |
| Honoraires du comité d'examen indépendant | 11 | 5 |
| | 5 923 | 5 876 |
| Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux opérations | 18 874 \$ | (47 620)\$ |

États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires

Pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires au début de l'exercice | 460 721 \$ | 493 919 \$ |
| Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux opérations | 18 874 | (47 620) |
| Transferts de régimes internes et externes | 60 495 | 63 188 |
| | 79 369 | 15 568 |
| Encaissements | | |
| Augmentation nette des dépôts des souscripteurs <i>(Tableau complémentaire II)</i> | 8 620 | 6 574 |
| Décaissements | | |
| Subventions gouvernementales remboursées (déduction faite des encaissements) | (425) | (1 635) |
| Paiements aux bénéficiaires | | |
| Paievements d'aide aux études | (24 119) | (27 857) |
| Subventions gouvernementales | (27 228) | (25 083) |
| Remboursement de produits | (791) | (765) |
| Total des paiements aux bénéficiaires | (52 138) | (53 705) |
| Encaissements moins décaissements | (43 943) | (48 766) |
| Variation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires | 35 426 | (33 198) |
| Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires à la fin de l'exercice | 496 147 \$ | 460 721 \$ |

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|---|------------------|------------|
| Activités d'exploitation | | |
| Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux opérations | 18 874 \$ | (47 620)\$ |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | |
| Pertes (profits) réalisés à la vente de placements | (1 299) | 8 157 |
| Variation des pertes (profits) latents | (9 650) | 45 885 |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | | |
| (Augmentation) des produits à recevoir et autres débiteurs | (1 335) | (2 903) |
| (Augmentation) des subventions gouvernementales à recevoir | (36) | (36) |
| (Diminution) des créditeurs et charges à payer | (546) | (781) |
| Achat de placements | (212 551) | (172 195) |
| Produit de la vente et de la venue à échéance de placements | 175 105 | 170 868 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | (31 438) | 1 375 |
| Activités de financement | | |
| Transferts de régimes internes et externes | 60 495 | 63 188 |
| Augmentation nette des dépôts des souscripteurs (<i>Tableau complémentaire II</i>) | 8 620 | 6 574 |
| Subventions gouvernementales nettes (remboursées) reçues | (425) | (1 635) |
| Paiements aux bénéficiaires | (52 138) | (53 705) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | 16 552 | 14 422 |
| (Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (14 886) | 15 797 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice | 21 413 | 5 616 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice | 6 527 | 21 413 |
| Information supplémentaire sur les flux de trésorerie : | | |
| Intérêts reçus | 8 430 \$ | 5 600 \$ |

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|---|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------------|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Fédérales – 12,0 % | | | | | | Fédérales – 12,0 % (suite) | | | | | |
| Aéroports de Montréal | 6,95 | 16 avril 2032 | 183 | 193 | 234 | Aéroport de Montréal | 3,03 | 21 avril 2050 | 283 | 192 | 296 |
| Aéroports de Montréal | 5,67 | 16 oct. 2037 | 157 | 160 | 223 | Aéroport de Montréal | 3,44 | 26 avril 2051 | 276 | 202 | 276 |
| Calgary Airport Authority | 3,20 | 7 oct. 2036 | 91 | 71 | 91 | Vancouver International Airport | 2,80 | 21 sept. 2050 | 265 | 172 | 262 |
| Calgary Airport Authority | 3,34 | 7 oct. 2038 | 269 | 208 | 269 | Winnipeg Airports Authority | 5,21 | 28 sept. 2040 | 78 | 73 | 91 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,80 | 15 déc. 2024 | 386 | 373 | 402 | Winnipeg Airports Authority | 6,10 | 20 nov. 2040 | 113 | 111 | 112 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,55 | 15 mars 2025 | 2 075 | 2 010 | 2 198 | | | | | 58 873 | 63 383 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 0,95 | 15 juin 2025 | 728 | 684 | 697 | | | | | | |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,95 | 15 déc. 2025 | 840 | 793 | 851 | Provinciales – 22,2 % | | | | | |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,25 | 15 déc. 2025 | 3 100 | 2 946 | 3 249 | Province de l'Alberta | 2,35 | 1 ^{er} juin 2025 | 1 775 | 1 705 | 1 834 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,25 | 15 juin 2026 | 562 | 516 | 543 | Province de l'Alberta | 2,20 | 1 ^{er} juin 2026 | 2 300 | 2 160 | 2 358 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,10 | 15 déc. 2026 | 433 | 390 | 410 | Province de l'Alberta | 2,55 | 1 ^{er} juin 2027 | 4 052 | 3 782 | 3 899 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,55 | 15 déc. 2026 | 420 | 384 | 402 | Province de l'Alberta | 2,90 | 1 ^{er} déc. 2028 | 110 | 102 | 113 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,35 | 15 juin 2027 | 600 | 557 | 578 | Province de l'Alberta | 2,90 | 20 sept. 2029 | 25 | 23 | 25 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 3,80 | 15 juin 2027 | 185 | 181 | 184 | Province de l'Alberta | 2,05 | 1 ^{er} juin 2030 | 339 | 290 | 342 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,60 | 15 déc. 2031 | 2 000 | 1 605 | 1 874 | Province de l'Alberta | 1,65 | 1 ^{er} juin 2031 | 328 | 264 | 291 |
| Gouvernement du Canada | – | 25 avril 2024 | 2 000 | 1 938 | 1 938 | Province de l'Alberta | 4,15 | 1 ^{er} juin 2033 | 74 | 70 | 74 |
| Gouvernement du Canada | – | 23 mai 2024 | 4 000 | 3 860 | 3 860 | Province de l'Alberta | 3,45 | 1 ^{er} déc. 2043 | 205 | 164 | 215 |
| Gouvernement du Canada | – | 20 juin 2024 | 5 148 | 4 948 | 4 948 | Province de l'Alberta | 3,30 | 1 ^{er} déc. 2046 | 175 | 134 | 188 |
| Gouvernement du Canada | – | 18 juill. 2024 | 4 800 | 4 598 | 4 598 | Province de l'Alberta | 3,05 | 1 ^{er} déc. 2048 | 131 | 95 | 130 |
| Gouvernement du Canada | 2,75 | 1 ^{er} août 2024 | 950 | 934 | 929 | Province de l'Alberta | 3,10 | 1 ^{er} juin 2050 | 249 | 182 | 236 |
| Gouvernement du Canada | – | 15 août 2024 | 4 900 | 4 677 | 4 677 | Province de l'Alberta | 2,95 | 1 ^{er} juin 2052 | 168 | 118 | 171 |
| Gouvernement du Canada | – | 12 sept. 2024 | 500 | 476 | 476 | Province de la Colombie-Britannique | 2,85 | 18 juin 2025 | 3 042 | 2 944 | 3 137 |
| Gouvernement du Canada | 0,50 | 1 ^{er} sept. 2025 | 2 978 | 2 762 | 2 756 | Province de la Colombie-Britannique | 2,30 | 18 juin 2026 | 1 100 | 1 035 | 1 130 |
| Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} juin 2026 | 807 | 750 | 760 | Province de la Colombie-Britannique | 2,55 | 18 juin 2027 | 822 | 767 | 795 |
| Gouvernement du Canada | 1,00 | 1 ^{er} sept. 2026 | 514 | 468 | 480 | Province de la Colombie-Britannique | 2,95 | 18 déc. 2028 | 207 | 192 | 199 |
| Gouvernement du Canada | 1,25 | 1 ^{er} mars 2027 | 993 | 900 | 921 | Province de la Colombie-Britannique | 5,70 | 18 juin 2029 | 250 | 264 | 309 |
| Gouvernement du Canada | 1,00 | 1 ^{er} juin 2027 | 940 | 842 | 853 | Province de la Colombie-Britannique | 2,20 | 18 juin 2030 | 181 | 156 | 186 |
| Gouvernement du Canada | 8,00 | 1 ^{er} juin 2027 | 1 500 | 1 688 | 2 024 | Province de la Colombie-Britannique | 3,20 | 18 juin 2032 | 124 | 110 | 120 |
| Gouvernement du Canada | 3,50 | 1 ^{er} mars 2028 | 1 100 | 1 071 | 1 093 | Province de la Colombie-Britannique | 4,70 | 18 juin 2037 | 50 | 49 | 63 |
| Gouvernement du Canada | 3,25 | 1 ^{er} sept. 2028 | 675 | 650 | 657 | Province de la Colombie-Britannique | 4,30 | 18 juin 2042 | 100 | 91 | 120 |
| Gouvernement du Canada | 2,25 | 1 ^{er} juin 2029 | 2 000 | 1 826 | 2 143 | Province de la Colombie-Britannique | 3,20 | 18 juin 2044 | 100 | 77 | 93 |
| Gouvernement du Canada | 1,25 | 1 ^{er} juin 2030 | 4 055 | 3 402 | 3 768 | Province de la Colombie-Britannique | 2,80 | 18 juin 2048 | 175 | 122 | 153 |
| Gouvernement du Canada | 7,21 | 1 ^{er} nov. 2030 | 60 | 35 | 42 | Province de la Colombie-Britannique | 2,95 | 18 juin 2050 | 395 | 281 | 367 |
| Gouvernement du Canada | 0,50 | 1 ^{er} déc. 2030 | 6 600 | 5 163 | 6 010 | Province de la Colombie-Britannique | 2,75 | 18 juin 2052 | 430 | 291 | 350 |
| Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} juin 2031 | 2 430 | 2 022 | 2 488 | Province du Manitoba | 2,45 | 2 juin 2025 | 2 700 | 2 598 | 2 874 |
| Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} déc. 2031 | 2 000 | 1 646 | 1 926 | Province du Manitoba | 2,55 | 2 juin 2026 | 1 400 | 1 326 | 1 471 |
| Gouvernement du Canada | 3,25 | 1 ^{er} déc. 2033 | 898 | 839 | 837 | Province du Manitoba | 2,60 | 2 juin 2027 | 500 | 467 | 489 |
| Gouvernement du Canada | 1,75 | 1 ^{er} déc. 2053 | 945 | 593 | 631 | Province du Manitoba | 3,00 | 2 juin 2028 | 1 100 | 1 030 | 1 057 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 7,10 | 4 juin 2031 | 281 | 309 | 407 | Province du Manitoba | 2,75 | 2 juin 2029 | 110 | 100 | 114 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 6,98 | 15 oct. 2032 | 65 | 72 | 96 | Province du Manitoba | 2,05 | 2 juin 2030 | 55 | 47 | 57 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 6,47 | 2 févr. 2034 | 176 | 189 | 253 | Province du Manitoba | 2,05 | 2 juin 2031 | 53 | 44 | 53 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 4,53 | 2 déc. 2041 | 437 | 394 | 570 | Province du Manitoba | 3,90 | 2 déc. 2032 | 27 | 25 | 27 |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Provinciales – 22,2 % (suite) | | | | | | Provinciales – 22,2 % (suite) | | | | | |
| Province du Manitoba | 5,70 | 5 mars 2037 | 100 | 106 | 139 | Province de la Nouvelle-Écosse | 3,15 | 1 ^{er} déc. 2051 | 292 | 213 | 328 |
| Province du Manitoba | 4,10 | 5 mars 2041 | 100 | 88 | 120 | Province de l'Ontario | 2,65 | 5 févr. 2025 | 2 760 | 2 682 | 2 887 |
| Province du Manitoba | 4,05 | 5 sept. 2045 | 100 | 86 | 119 | Province de l'Ontario | 2,60 | 2 juin 2025 | 8 250 | 7 958 | 8 799 |
| Province du Manitoba | 3,20 | 5 mars 2050 | 86 | 63 | 88 | Province de l'Ontario | 1,75 | 8 sept. 2025 | 5 092 | 4 814 | 5 163 |
| Province du Manitoba | 2,05 | 5 sept. 2052 | 129 | 72 | 107 | Province de l'Ontario | 2,40 | 2 juin 2026 | 5 600 | 5 287 | 5 426 |
| Province du Manitoba | 3,80 | 5 sept. 2053 | 47 | 39 | 46 | Province de l'Ontario | 1,35 | 8 sept. 2026 | 2 858 | 2 608 | 2 636 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 1,80 | 14 août 2025 | 797 | 755 | 818 | Province de l'Ontario | 2,60 | 2 juin 2027 | 8 354 | 7 814 | 8 140 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 2,60 | 14 août 2026 | 681 | 644 | 695 | Province de l'Ontario | 1,05 | 8 sept. 2027 | 2 870 | 2 521 | 2 561 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 2,35 | 14 août 2027 | 500 | 461 | 475 | Province de l'Ontario | 3,60 | 8 mars 2028 | 4 027 | 3 878 | 3 963 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 3,10 | 14 août 2028 | 20 | 19 | 21 | Province de l'Ontario | 2,90 | 2 juin 2028 | 6 875 | 6 415 | 6 543 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 2,55 | 14 août 2031 | 48 | 41 | 46 | Province de l'Ontario | 6,50 | 8 mars 2029 | 100 | 109 | 133 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 3,95 | 14 août 2032 | 500 | 468 | 481 | Province de l'Ontario | 2,70 | 2 juin 2029 | 400 | 364 | 372 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 5,50 | 27 janv. 2034 | 200 | 209 | 234 | Province de l'Ontario | 2,05 | 2 juin 2030 | 479 | 409 | 459 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 4,80 | 3 juin 2041 | 225 | 216 | 275 | Province de l'Ontario | 1,35 | 2 déc. 2030 | 227 | 182 | 217 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 3,10 | 14 août 2048 | 68 | 49 | 70 | Province de l'Ontario | 2,15 | 2 juin 2031 | 900 | 753 | 848 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 3,05 | 14 août 2050 | 31 | 22 | 33 | Province de l'Ontario | 2,25 | 2 déc. 2031 | 335 | 279 | 329 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 2,90 | 14 août 2052 | 22 | 15 | 22 | Province de l'Ontario | 3,75 | 2 juin 2032 | 430 | 398 | 427 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,30 | 2 juin 2025 | 700 | 671 | 734 | Province de l'Ontario | 5,60 | 2 juin 2035 | 600 | 635 | 754 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 3,00 | 2 juin 2026 | 1 500 | 1 435 | 1 516 | Province de l'Ontario | 4,70 | 2 juin 2037 | 375 | 364 | 462 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 1,25 | 2 juin 2027 | 625 | 555 | 566 | Province de l'Ontario | 4,60 | 2 juin 2039 | 300 | 287 | 340 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,85 | 2 juin 2028 | 433 | 401 | 412 | Province de l'Ontario | 4,65 | 2 juin 2041 | 325 | 311 | 359 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,85 | 2 juin 2029 | 51 | 46 | 52 | Province de l'Ontario | 3,50 | 2 juin 2043 | 325 | 265 | 317 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 1,75 | 2 juin 2030 | 159 | 132 | 144 | Province de l'Ontario | 3,45 | 2 juin 2045 | 700 | 560 | 696 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,05 | 2 juin 2031 | 83 | 68 | 80 | Province de l'Ontario | 2,90 | 2 déc. 2046 | 525 | 377 | 504 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 3,70 | 17 oct. 2048 | 20 | 16 | 21 | Province de l'Ontario | 2,80 | 2 juin 2048 | 525 | 367 | 487 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,65 | 17 oct. 2050 | 212 | 133 | 202 | Province de l'Ontario | 2,90 | 2 juin 2049 | 645 | 458 | 576 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 3,15 | 2 déc. 2052 | 56 | 39 | 50 | Province de l'Ontario | 1,90 | 2 déc. 2051 | 709 | 393 | 487 |
| Province de la Nouvelle-Écosse | 2,15 | 1 ^{er} juin 2025 | 400 | 383 | 384 | Province de l'Ontario | 2,55 | 2 déc. 2052 | 371 | 240 | 314 |
| Province de la Nouvelle-Écosse | 2,10 | 1 ^{er} juin 2027 | 500 | 459 | 518 | Province de l'Ontario | 3,75 | 2 déc. 2053 | 708 | 589 | 648 |
| Province de la Nouvelle-Écosse | 1,10 | 1 ^{er} juin 2028 | 25 | 21 | 25 | Province de l'Île-du-Prince-Édouard | 1,20 | 11 févr. 2028 | 8 | 7 | 8 |
| Province de la Nouvelle-Écosse | 2,00 | 1 ^{er} sept. 2030 | 488 | 412 | 442 | Province de l'Île-du-Prince-Édouard | 1,85 | 27 juill. 2031 | 19 | 15 | 18 |
| Province de la Nouvelle-Écosse | 2,40 | 1 ^{er} déc. 2031 | 50 | 42 | 48 | Province de l'Île-du-Prince-Édouard | 2,65 | 1 ^{er} déc. 2051 | 7 | 5 | 7 |
| | | | | | | Province de l'Île-du-Prince-Édouard | 3,60 | 17 janv. 2053 | 25 | 20 | 24 |
| | | | | | | Province de Québec | 2,75 | 1 ^{er} sept. 2025 | 3 850 | 3 709 | 3 939 |
| | | | | | | Province de Québec | 8,50 | 1 ^{er} avril 2026 | 2 225 | 2 412 | 2 711 |
| | | | | | | Province de Québec | 2,50 | 1 ^{er} sept. 2026 | 5 050 | 4 766 | 5 172 |
| | | | | | | Province de Québec | 2,75 | 1 ^{er} sept. 2027 | 5 600 | 5 256 | 5 373 |
| | | | | | | Province de Québec | 2,75 | 1 ^{er} sept. 2028 | 4 613 | 4 266 | 4 330 |
| | | | | | | Province de Québec | 2,30 | 1 ^{er} sept. 2029 | 797 | 706 | 748 |
| | | | | | | Province de Québec | 1,90 | 1 ^{er} sept. 2030 | 401 | 337 | 364 |
| | | | | | | Province de Québec | 1,50 | 1 ^{er} sept. 2031 | 530 | 419 | 465 |
| | | | | | | Province de Québec | 3,25 | 1 ^{er} sept. 2032 | 484 | 431 | 461 |
| | | | | | | Province de Québec | 3,60 | 1 ^{er} sept. 2033 | 725 | 656 | 655 |
| | | | | | | Province de Québec | 5,00 | 1 ^{er} déc. 2038 | 325 | 325 | 369 |
| | | | | | | Province de Québec | 5,00 | 1 ^{er} déc. 2041 | 350 | 349 | 476 |
| | | | | | | Province de Québec | 4,25 | 1 ^{er} déc. 2043 | 500 | 454 | 516 |
| | | | | | | Province de Québec | 3,50 | 1 ^{er} déc. 2045 | 415 | 334 | 426 |
| | | | | | | Province de Québec | 3,50 | 1 ^{er} déc. 2048 | 424 | 338 | 433 |
| | | | | | | Province de Québec | 3,10 | 1 ^{er} déc. 2051 | 408 | 299 | 424 |
| | | | | | | Province de Québec | 2,85 | 1 ^{er} déc. 2053 | 413 | 285 | 351 |

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|---|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Provinciales – 22,2 % (suite) | | | | | | De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | |
| Province de Québec | 4,40 | 1 ^{er} déc. 2055 | 325 | 304 | 324 | Banque de Montréal | 6,53 | 27 oct. 2032 | 253 | 255 | 253 |
| Province de la Saskatchewan | 0,80 | 2 sept. 2025 | 767 | 713 | 761 | Banque de Montréal | 7,33 | 26 nov. 2082 | 199 | 190 | 199 |
| Province de la Saskatchewan | 2,55 | 2 juin 2026 | 918 | 870 | 958 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,29 | 28 juin 2024 | 1 500 | 1 470 | 1 565 |
| Province de la Saskatchewan | 2,65 | 2 juin 2027 | 600 | 562 | 580 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,49 | 23 sept. 2024 | 3 000 | 2 919 | 3 100 |
| Province de la Saskatchewan | 3,05 | 2 déc. 2028 | 63 | 59 | 64 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 5,50 | 29 déc. 2025 | 281 | 280 | 281 |
| Province de la Saskatchewan | 2,20 | 2 juin 2030 | 57 | 49 | 59 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 5,50 | 8 mai 2026 | 280 | 279 | 281 |
| Province de la Saskatchewan | 2,15 | 2 juin 2031 | 73 | 61 | 72 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 1,85 | 2 nov. 2026 | 501 | 449 | 501 |
| Province de la Saskatchewan | 5,80 | 5 sept. 2033 | 50 | 54 | 66 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,95 | 8 mars 2027 | 850 | 780 | 833 |
| Province de la Saskatchewan | 2,75 | 2 déc. 2046 | 150 | 104 | 139 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,84 | 3 juill. 2029 | 1 592 | 1 557 | 1 616 |
| Province de la Saskatchewan | 3,30 | 2 juin 2048 | 25 | 19 | 25 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 3,93 | 3 mai 2032 | 217 | 201 | 217 |
| Province de la Saskatchewan | 2,80 | 2 déc. 2052 | 367 | 250 | 303 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 5,65 | 31 déc. 2056 | 37 | 37 | 45 |
| Province de la Saskatchewan | 2,95 | 2 juin 2058 | 23 | 16 | 22 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 7,02 | 27 juill. 2082 | 200 | 189 | 200 |
| | | | | 109 251 | 117 841 | Bell Canada | 2,50 | 14 mai 2030 | 342 | 282 | 341 |
| Municipales – 0,2 % | | | | | | Bell Canada | 3,00 | 17 mars 2031 | 551 | 458 | 484 |
| Ville de Winnipeg | 4,00 | 27 mai 2024 | 750 | 743 | 737 | Bell Canada | 5,85 | 10 nov. 2032 | 665 | 659 | 676 |
| | | | | 743 | 737 | Bell Canada | 6,10 | 16 mars 2035 | 250 | 250 | 291 |
| De sociétés – 30,4 % | | | | | | Bell Canada | 4,75 | 29 sept. 2044 | 213 | 178 | 272 |
| 407 International Inc. | 6,47 | 27 juill. 2029 | 500 | 528 | 652 | Bell Canada | 4,35 | 18 déc. 2045 | 432 | 338 | 396 |
| 407 International Inc. | 3,65 | 8 sept. 2044 | 300 | 233 | 350 | Bell Canada | 4,45 | 27 févr. 2047 | 360 | 285 | 352 |
| 407 International Inc. | 3,72 | 11 mai 2048 | 226 | 174 | 263 | Bell Canada | 3,50 | 30 sept. 2050 | 956 | 628 | 887 |
| Access Justice Durham Ltd. | 5,02 | 31 août 2039 | 153 | 145 | 192 | Brookfield Renewable Partners LP | 4,25 | 15 janv. 2029 | 414 | 387 | 481 |
| Alimentation Couche-Tard Inc. | 3,06 | 26 juill. 2024 | 2 500 | 2 455 | 2 441 | Brookfield Renewable Partners LP | 5,29 | 28 oct. 2033 | 265 | 249 | 265 |
| Allied Properties REIT | 3,11 | 8 avril 2027 | 192 | 169 | 193 | Brookfield Renewable Partners LP | 3,33 | 13 août 2050 | 117 | 75 | 116 |
| Allied Properties REIT | 3,13 | 15 mai 2028 | 354 | 300 | 334 | Caisse centrale Desjardins | 2,42 | 4 oct. 2024 | 2 500 | 2 429 | 2 609 |
| Allied Properties REIT | 3,12 | 21 févr. 2030 | 259 | 204 | 259 | Caisse centrale Desjardins | 5,20 | 1 ^{er} oct. 2025 | 406 | 402 | 406 |
| AltaGas Ltd. | 2,16 | 10 juin 2025 | 270 | 255 | 271 | Caisse centrale Desjardins | 5,04 | 23 août 2032 | 1 023 | 977 | 1 008 |
| AltaGas Ltd. | 2,08 | 30 mai 2028 | 300 | 255 | 259 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 3,29 | 15 janv. 2024 | 1 500 | 1 493 | 1 597 |
| AltaGas Ltd. | 2,48 | 30 nov. 2030 | 704 | 560 | 644 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,35 | 28 août 2024 | 1 500 | 1 461 | 1 493 |
| AltaGas Ltd. | 4,50 | 15 août 2044 | 301 | 233 | 271 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,75 | 7 mars 2025 | 250 | 240 | 239 |
| AltaGas Ltd. | 4,99 | 4 oct. 2047 | 272 | 223 | 321 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,75 | 7 mars 2025 | 250 | 240 | 239 |
| AltaLink, LP | 3,67 | 6 nov. 2023 | 400 | 400 | 396 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 4,33 | 15 mai 2025 | 218 | 213 | 218 |
| AltaLink, LP | 5,38 | 26 mars 2040 | 740 | 733 | 1 012 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 1,70 | 15 juill. 2026 | 2 650 | 2 397 | 2 649 |
| Bank of America | 1,98 | 15 sept. 2027 | 251 | 225 | 238 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,25 | 7 janv. 2027 | 412 | 372 | 411 |
| Bank of America | 3,62 | 16 mars 2028 | 1 172 | 1 088 | 1 141 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 4,95 | 29 juin 2027 | 413 | 402 | 412 |
| Bank of America | 2,60 | 4 avril 2029 | 200 | 174 | 176 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 5,05 | 7 oct. 2027 | 463 | 452 | 462 |
| Banque de Montréal | 2,70 | 11 sept. 2024 | 3 500 | 3 420 | 3 701 | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 5,50 | 14 janv. 2028 | 1 353 | 1 340 | 1 359 |
| Banque de Montréal | 1,55 | 28 mai 2026 | 1 179 | 1 068 | 1 143 | | | | | | |
| Banque de Montréal | 3,65 | 1 ^{er} avril 2027 | 762 | 714 | 743 | | | | | | |
| Banque de Montréal | 4,31 | 1 ^{er} juin 2027 | 1 476 | 1 409 | 1 458 | | | | | | |
| Banque de Montréal | 4,71 | 7 déc. 2027 | 977 | 942 | 958 | | | | | | |
| Banque de Montréal | 2,88 | 17 sept. 2029 | 2 016 | 1 960 | 2 038 | | | | | | |
| Banque de Montréal | 2,08 | 17 juin 2030 | 800 | 749 | 771 | | | | | | |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|---|--------------------|-----------------|----------------------|-------------------|-----------------|--|--------------------|-----------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | | De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,01 | 21 juill. 2030 | 721 | 672 | 692 | DREAM Unlimited Corporation | 2,15 | 17 sept. 2025 | 119 | 111 | 114 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 4,20 | 7 avril 2032 | 737 | 689 | 705 | Eagle Credit Card Trust | 1,27 | 17 juill. 2025 | 83 | 77 | 83 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 5,33 | 20 janv. 2033 | 296 | 285 | 296 | Eagle Credit Card Trust | 5,13 | 17 juin 2028 | 114 | 112 | 114 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 7,15 | 28 juill. 2082 | 188 | 179 | 187 | Enbridge Gas Distribution Inc. | 3,15 | 22 août 2024 | 2 000 | 1 962 | 1 949 |
| Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée | 3,05 | 9 mars 2050 | 98 | 64 | 96 | Enbridge Gas Inc. | 2,35 | 15 sept. 2031 | 219 | 176 | 185 |
| Canadian Western Bank | 1,93 | 16 avril 2026 | 520 | 473 | 510 | Enbridge Gas Inc. | 4,15 | 17 août 2032 | 85 | 77 | 80 |
| Cenovus Energy Inc. | 3,50 | 7 févr. 2028 | 258 | 238 | 252 | Enbridge Gas Inc. | 5,70 | 6 oct. 2033 | 224 | 226 | 224 |
| Central 1 Credit Union | 1,32 | 29 janv. 2026 | 284 | 256 | 283 | Enbridge Gas Inc. | 5,67 | 6 oct. 2053 | 172 | 175 | 172 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 4,06 | 24 nov. 2025 | 200 | 193 | 193 | Enbridge Inc. | 2,44 | 2 juin 2025 | 64 | 61 | 64 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 3,53 | 11 juin 2029 | 220 | 195 | 227 | Enbridge Inc. | 2,99 | 3 oct. 2029 | 299 | 258 | 300 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 2,98 | 4 mars 2030 | 881 | 739 | 855 | Enbridge Inc. | 6,10 | 9 nov. 2032 | 285 | 284 | 311 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 6,00 | 24 juin 2032 | 492 | 482 | 492 | Enbridge Inc. | 3,10 | 21 sept. 2033 | 1 240 | 964 | 1 102 |
| Classic RMBS Trust | 1,53 | 15 sept. 2026 | 231 | 59 | 56 | Enbridge Inc. | 5,75 | 2 sept. 2039 | 255 | 238 | 320 |
| Classic RMBS Trust | 1,43 | 15 nov. 2051 | 281 | 36 | 37 | Enbridge Inc. | 4,57 | 11 mars 2044 | 686 | 546 | 793 |
| Clover LP | 4,22 | 31 mars 2034 | 83 | 77 | 90 | Enbridge Inc. | 6,63 | 12 avril 2078 | 1 046 | 988 | 1 106 |
| Clover LP | 4,22 | 30 juin 2034 | 53 | 50 | 58 | Enbridge Inc. | 8,75 | 15 janv. 2084 | 240 | 240 | 240 |
| CNH CAPITAL | 4,99 | 15 oct. 2029 | 255 | 250 | 255 | Enbridge Pipelines Inc. | 6,35 | 17 nov. 2023 | 1 000 | 1 000 | 1 007 |
| Coast Capital Savings Credit Union | 7,01 | 28 sept. 2026 | 161 | 162 | 161 | Enbridge Pipelines Inc. | 8,20 | 15 févr. 2024 | 750 | 755 | 774 |
| Coast Capital Savings Credit Union | 5,25 | 29 oct. 2030 | 77 | 73 | 85 | Enbridge Pipelines Inc. | 4,55 | 17 août 2043 | 689 | 556 | 787 |
| Concentra Banque | 1,46 | 17 mai 2024 | 163 | 159 | 163 | Enmax Corporation | 3,88 | 18 oct. 2029 | 314 | 281 | 350 |
| Connect 6ix GP | 6,11 | 30 nov. 2046 | 251 | 249 | 251 | EPCOR Utilities Inc. | 3,95 | 26 nov. 2048 | 307 | 246 | 380 |
| Connect 6ix GP | 6,21 | 30 nov. 2060 | 180 | 175 | 180 | EPCOR Utilities Inc. | 5,33 | 3 oct. 2053 | 233 | 231 | 233 |
| Services financiers Co-operators | 3,33 | 13 mai 2030 | 450 | 368 | 436 | Fédération des caisses Desjardins du Québec | 4,41 | 19 mai 2027 | 529 | 507 | 529 |
| Crombie Real Estate Investment Trust | 2,69 | 31 mars 2028 | 571 | 491 | 582 | Fédération des caisses Desjardins du Québec | 1,99 | 28 mai 2031 | 1 552 | 1 395 | 1 421 |
| Crombie Real Estate Investment Trust | 5,24 | 28 sept. 2029 | 235 | 222 | 235 | First Nations ETF LP | 4,14 | 31 déc. 2041 | 103 | 90 | 111 |
| CT Real Estate Investment Trust | 3,03 | 5 févr. 2029 | 211 | 180 | 211 | Foresters Life Insurance Company | 2,89 | 15 oct. 2035 | 406 | 319 | 383 |
| CT Real Estate Investment Trust | 2,37 | 6 janv. 2031 | 346 | 264 | 343 | FortisAlberta Inc. | 5,37 | 30 oct. 2039 | 926 | 911 | 1 241 |
| CU Inc. | 5,56 | 30 oct. 2037 | 300 | 301 | 322 | FortisAlberta Inc. | 2,63 | 8 juin 2051 | 156 | 94 | 156 |
| CU Inc. | 4,54 | 24 oct. 2041 | 218 | 194 | 269 | FortisAlberta Inc. | 4,62 | 30 mai 2052 | 86 | 76 | 84 |
| CU Inc. | 4,72 | 9 sept. 2043 | 737 | 668 | 943 | FortisBC Energy Inc. | 5,90 | 26 févr. 2035 | 184 | 188 | 255 |
| CU Inc. | 3,76 | 19 nov. 2046 | 575 | 448 | 463 | Financière General Motors du Canada Ltée | 1,70 | 9 juill. 2025 | 132 | 123 | 132 |
| CU Inc. | 2,96 | 7 sept. 2049 | 216 | 143 | 219 | Financière General Motors du Canada Ltée | 5,20 | 9 févr. 2028 | 302 | 290 | 302 |
| Daimler Canada Finance Inc. | 2,97 | 13 mars 2024 | 500 | 495 | 528 | Gibson Energy Inc. | 2,45 | 14 juill. 2025 | 50 | 47 | 50 |
| Dollarama Inc. | 3,55 | 6 nov. 2023 | 500 | 500 | 493 | Gibson Energy Inc. | 2,85 | 14 juill. 2027 | 560 | 505 | 514 |
| | | | | | | Gibson Energy Inc. | 3,60 | 17 sept. 2029 | 248 | 219 | 267 |
| | | | | | | Glacier Credit Card Trust | 1,39 | 22 sept. 2025 | 385 | 355 | 384 |
| | | | | | | Goldman Sachs Group, Inc. | 2,01 | 28 févr. 2029 | 814 | 691 | 812 |
| | | | | | | Granite REIT Holdings Limited Partnership | 3,06 | 4 juin 2027 | 213 | 193 | 215 |
| | | | | | | Granite REIT Holdings Limited Partnership | 2,38 | 18 déc. 2030 | 169 | 131 | 168 |
| | | | | | | Great-West Lifeco Inc. | 3,34 | 28 févr. 2028 | 151 | 139 | 144 |
| | | | | | | Great-West Lifeco Inc. | 6,67 | 21 mars 2033 | 604 | 638 | 806 |
| | | | | | | Great-West Lifeco Inc. | 6,00 | 16 nov. 2039 | 272 | 278 | 351 |
| | | | | | | H&R REIT | 2,63 | 19 févr. 2027 | 362 | 319 | 339 |
| | | | | | | HCN Canadian Holdings LP | 2,95 | 15 janv. 2027 | 570 | 513 | 582 |
| | | | | | | Société en commandite Santé Montréal Collectif | 6,72 | 30 sept. 2049 | 815 | 840 | 1 031 |
| | | | | | | Banque HomeEquity | 1,74 | 15 déc. 2025 | 179 | 163 | 179 |

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | | De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | |
| Hospital Infrastructure Partner Inc. | 5,44 | 31 janv. 2045 | 194 | 185 | 227 | MCAP Commercial LP | 3,74 | 25 août 2025 | 278 | 262 | 268 |
| Hydro One Inc. | 2,23 | 17 sept. 2031 | 1 000 | 808 | 859 | MCAP Commercial LP | 3,38 | 26 nov. 2027 | 204 | 177 | 204 |
| Hydro One Inc. | 6,93 | 1 ^{er} juin 2032 | 744 | 811 | 1 119 | Metro Inc. | 4,27 | 4 déc. 2047 | 576 | 460 | 655 |
| Hydro One Inc. | 6,59 | 22 avril 2043 | 133 | 151 | 208 | Morgan Stanley | 1,78 | 4 août 2027 | 514 | 461 | 514 |
| Hydro One Inc. | 3,91 | 23 févr. 2046 | 505 | 406 | 473 | National Australia Bank | 3,52 | 12 juin 2030 | 410 | 387 | 409 |
| Hydro One Inc. | 3,64 | 5 avril 2050 | 632 | 479 | 601 | Banque Nationale du Canada | 2,98 | 4 mars 2024 | 1 000 | 991 | 1 059 |
| Hydro One Inc. | 3,10 | 15 sept. 2051 | 62 | 42 | 47 | Banque Nationale du Canada | 5,30 | 3 nov. 2025 | 337 | 334 | 337 |
| Hydro-Québec | 2,00 | 1 ^{er} sept. 2028 | 108 | 96 | 105 | Banque Nationale du Canada | 1,57 | 18 août 2026 | 553 | 514 | 553 |
| Hydro-Québec | 4,39 | 26 sept. 2041 | 250 | 220 | 251 | Banque Nationale du Canada | 5,22 | 14 juin 2028 | 1 552 | 1 520 | 1 552 |
| Hydro-Québec | 5,00 | 15 févr. 2045 | 100 | 100 | 139 | Banque Nationale du Canada | 5,43 | 16 août 2032 | 856 | 829 | 859 |
| Hydro-Québec | 2,10 | 15 févr. 2060 | 206 | 112 | 176 | North West Redwater Partnership | 2,80 | 1 ^{er} juin 2027 | 212 | 194 | 222 |
| Hydro-Québec | 4,00 | 15 févr. 2063 | 84 | 72 | 81 | North West Redwater Partnership | 4,25 | 1 ^{er} juin 2029 | 1 020 | 963 | 1 135 |
| Hyundai Capital Canada, Inc. | 2,01 | 12 mai 2026 | 145 | 132 | 145 | North West Redwater Partnership | 4,15 | 1 ^{er} juin 2033 | 179 | 159 | 201 |
| IA Groupe Financier | 2,40 | 21 févr. 2030 | 236 | 225 | 237 | North West Redwater Partnership | 3,65 | 1 ^{er} juin 2035 | 325 | 268 | 290 |
| IA Groupe Financier | 5,69 | 20 juin 2033 | 295 | 290 | 295 | North West Redwater Partnership | 3,70 | 23 févr. 2043 | 415 | 317 | 376 |
| Intact Corporation financière | 2,85 | 7 juin 2027 | 316 | 289 | 319 | North West Redwater Partnership | 4,05 | 22 juill. 2044 | 192 | 153 | 216 |
| Inter Pipeline Ltd. | 5,76 | 17 févr. 2028 | 282 | 278 | 282 | North West Redwater Partnership | 3,75 | 1 ^{er} juin 2051 | 250 | 183 | 249 |
| Inter Pipeline Ltd. | 5,71 | 29 mai 2030 | 221 | 213 | 221 | Nova Scotia Power Inc. | 8,85 | 19 mai 2025 | 150 | 155 | 160 |
| Inter Pipeline Ltd. | 3,98 | 25 nov. 2031 | 967 | 807 | 952 | Nova Scotia Power Inc. | 4,95 | 15 nov. 2032 | 254 | 236 | 254 |
| Inter Pipeline Ltd. | 5,85 | 18 mai 2032 | 385 | 364 | 385 | Nova Scotia Power Inc. | 5,61 | 15 juin 2040 | 45 | 43 | 66 |
| Inter Pipeline Ltd. | 5,09 | 27 nov. 2051 | 519 | 405 | 461 | Nova Scotia Power Inc. | 4,50 | 20 juill. 2043 | 75 | 62 | 63 |
| Groupe Investors Inc. | 7,45 | 9 mai 2031 | 100 | 109 | 133 | Nova Scotia Power Inc. | 3,57 | 5 avril 2049 | 419 | 291 | 318 |
| Groupe Investors Inc. | 7,00 | 31 déc. 2032 | 78 | 83 | 110 | Original Wempi Inc | 7,79 | 4 oct. 2027 | 482 | 488 | 482 |
| Groupe Investors Inc. | 7,11 | 7 mars 2033 | 79 | 85 | 109 | Pembina Pipeline Corporation | 3,71 | 11 août 2026 | 377 | 358 | 406 |
| John Deere Credit Inc. | 2,40 | 17 sept. 2024 | 1 000 | 974 | 1 046 | Pembina Pipeline Corporation | 3,31 | 1 ^{er} févr. 2030 | 1 402 | 1 212 | 1 373 |
| JPMorgan Chase & Co. | 1,90 | 5 mars 2028 | 743 | 657 | 713 | Pembina Pipeline Corporation | 4,75 | 30 avril 2043 | 149 | 120 | 158 |
| Banque Laurentienne du Canada | 1,95 | 17 mars 2025 | 314 | 297 | 314 | Pembina Pipeline Corporation | 4,74 | 21 janv. 2047 | 398 | 313 | 466 |
| Banque Laurentienne du Canada | 4,60 | 2 sept. 2025 | 550 | 535 | 547 | Pembina Pipeline Corporation | 4,54 | 3 avril 2049 | 88 | 66 | 73 |
| Liberty Utilities Canada LP | 3,32 | 14 févr. 2050 | 951 | 631 | 938 | Pembina Pipeline Corporation | 4,67 | 28 mai 2050 | 796 | 611 | 701 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 4,49 | 11 déc. 2028 | 387 | 372 | 457 | Plenary Health Hamilton LP | 7,25 | 31 août 2042 | 42 | 47 | 47 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 2,28 | 7 mai 2030 | 200 | 166 | 172 | Plenary Health Hamilton LP | 5,80 | 31 mai 2043 | 234 | 230 | 267 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 5,01 | 13 sept. 2032 | 250 | 238 | 257 | Plenary Properties LTAP LP | 6,29 | 31 janv. 2044 | 34 | 35 | 45 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 6,54 | 17 févr. 2033 | 252 | 260 | 348 | Corporation Financière Power | 6,90 | 11 mars 2033 | 287 | 305 | 332 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 6,15 | 29 janv. 2035 | 295 | 298 | 406 | Real Estate Asset Liquidity Trust | 2,38 | 12 déc. 2028 | 140 | 90 | 99 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 5,90 | 18 janv. 2036 | 365 | 360 | 450 | Real Estate Asset Liquidity Trust | 2,87 | 12 févr. 2055 | 110 | 92 | 110 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 5,34 | 13 sept. 2052 | 270 | 251 | 270 | | | | | | |
| Banque Manuvie du Canada | 2,86 | 16 févr. 2027 | 351 | 323 | 351 | | | | | | |
| Banque Manuvie du Canada | 7,12 | 19 juin 2082 | 337 | 319 | 336 | | | | | | |
| Société Financière Manuvie | 2,24 | 12 mai 2030 | 264 | 249 | 265 | | | | | | |
| Société Financière Manuvie | 5,41 | 10 mars 2033 | 541 | 527 | 541 | | | | | | |
| Société Financière Manuvie | 2,82 | 13 mai 2035 | 779 | 639 | 756 | | | | | | |
| Société Financière Manuvie | 5,06 | 15 déc. 2041 | 569 | 508 | 680 | | | | | | |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|---|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------------|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | | De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | |
| Reliance LP | 3,84 | 15 mars 2025 | 133 | 129 | 142 | La Financière Sun Life inc. | 2,58 | 10 mai 2032 | 1 272 | 1 135 | 1 206 |
| Reliance LP | 2,68 | 1 ^{er} déc. 2027 | 129 | 113 | 130 | La Financière Sun Life inc. | 2,80 | 21 nov. 2033 | 803 | 691 | 803 |
| Reliance LP | 2,67 | 1 ^{er} août 2028 | 375 | 322 | 356 | La Financière Sun Life inc. | 4,78 | 10 août 2034 | 372 | 349 | 372 |
| Fonds de placement immobilier RioCan | 5,61 | 6 oct. 2027 | 229 | 222 | 229 | La Financière Sun Life inc. | 2,06 | 1 ^{er} oct. 2035 | 549 | 423 | 513 |
| Fonds de placement immobilier RioCan | 2,83 | 8 nov. 2028 | 236 | 199 | 236 | La Financière Sun Life inc. | 3,15 | 18 nov. 2036 | 200 | 161 | 171 |
| Fonds de placement immobilier RioCan | 5,96 | 1 ^{er} oct. 2029 | 583 | 565 | 583 | La Financière Sun Life inc. | 5,40 | 29 mai 2042 | 150 | 139 | 190 |
| Rogers Communications Inc. | 3,80 | 2 nov. 2023 | 500 | 500 | 492 | Sysco Canada, Inc. | 3,65 | 25 avril 2025 | 56 | 54 | 57 |
| Rogers Communications Inc. | 3,65 | 31 mars 2027 | 513 | 479 | 552 | Telus Corporation | 3,63 | 1 ^{er} mars 2028 | 323 | 298 | 343 |
| Rogers Communications Inc. | 3,30 | 10 déc. 2029 | 327 | 283 | 333 | Telus Corporation | 5,25 | 15 nov. 2032 | 961 | 906 | 944 |
| Rogers Communications Inc. | 2,90 | 9 déc. 2030 | 100 | 82 | 100 | Telus Corporation | 4,85 | 5 avril 2044 | 155 | 128 | 176 |
| Rogers Communications Inc. | 4,25 | 15 avril 2032 | 912 | 795 | 876 | Telus Corporation | 4,40 | 29 janv. 2046 | 470 | 361 | 563 |
| Rogers Communications Inc. | 5,90 | 21 sept. 2033 | 204 | 198 | 203 | Telus Corporation | 4,70 | 6 mars 2048 | 559 | 446 | 555 |
| Rogers Communications Inc. | 6,68 | 4 nov. 2039 | 34 | 34 | 50 | Telus Corporation | 3,95 | 16 févr. 2050 | 431 | 301 | 463 |
| Rogers Communications Inc. | 6,75 | 9 nov. 2039 | 315 | 321 | 404 | Telus Corporation | 5,65 | 13 sept. 2052 | 354 | 323 | 359 |
| Rogers Communications Inc. | 6,11 | 25 août 2040 | 442 | 422 | 558 | Teranet Holdings LP | 3,54 | 11 juin 2025 | 400 | 383 | 385 |
| Rogers Communications Inc. | 6,56 | 22 mars 2041 | 438 | 438 | 571 | Teranet Holdings LP | 5,75 | 17 déc. 2040 | 80 | 72 | 77 |
| Rogers Communications Inc. | 5,25 | 15 avril 2052 | 637 | 538 | 592 | La Banque Toronto-Dominion | 1,94 | 13 mars 2025 | 2 635 | 2 506 | 2 507 |
| Banque Royale du Canada | 2,35 | 2 juill. 2024 | 3 100 | 3 034 | 3 124 | La Banque Toronto-Dominion | 2,67 | 9 sept. 2025 | 700 | 663 | 658 |
| Banque Royale du Canada | 2,61 | 1 ^{er} nov. 2024 | 2 500 | 2 427 | 2 624 | La Banque Toronto-Dominion | 2,26 | 7 janv. 2027 | 403 | 364 | 403 |
| Banque Royale du Canada | 1,94 | 1 ^{er} mai 2025 | 2 434 | 2 304 | 2 327 | La Banque Toronto-Dominion | 4,21 | 1 ^{er} juin 2027 | 537 | 512 | 537 |
| Banque Royale du Canada | 5,24 | 2 nov. 2026 | 400 | 395 | 400 | La Banque Toronto-Dominion | 5,38 | 21 oct. 2027 | 1 089 | 1 077 | 1 091 |
| Banque Royale du Canada | 2,33 | 28 janv. 2027 | 678 | 613 | 687 | La Banque Toronto-Dominion | 4,68 | 8 janv. 2029 | 2 260 | 2 161 | 2 213 |
| Banque Royale du Canada | 4,61 | 26 juill. 2027 | 2 660 | 2 565 | 2 639 | La Banque Toronto-Dominion | 4,86 | 4 mars 2031 | 50 | 49 | 55 |
| Banque Royale du Canada | 1,83 | 31 juill. 2028 | 650 | 551 | 650 | La Banque Toronto-Dominion | 3,06 | 26 janv. 2032 | 605 | 550 | 600 |
| Banque Royale du Canada | 2,74 | 25 juill. 2029 | 838 | 818 | 841 | La Banque Toronto-Dominion | 7,28 | 31 oct. 2082 | 191 | 183 | 191 |
| Banque Royale du Canada | 2,88 | 23 déc. 2029 | 1 220 | 1 176 | 1 248 | Toronto Hydro Corporation | 4,61 | 14 juin 2033 | 442 | 418 | 442 |
| Banque Royale du Canada | 5,23 | 24 juin 2030 | 1 099 | 1 065 | 1 102 | Toyota Crédit Canada Inc. | 2,64 | 27 mars 2024 | 500 | 494 | 525 |
| Banque Royale du Canada | 2,09 | 30 juin 2030 | 336 | 315 | 337 | Toyota Crédit Canada Inc. | 2,31 | 23 oct. 2024 | 2 000 | 1 940 | 2 082 |
| Banque Royale du Canada | 2,94 | 3 mai 2032 | 266 | 239 | 266 | TransCanada PipeLines Limited | 3,80 | 5 avril 2027 | 502 | 472 | 535 |
| Sienna Senior Living Inc. | 3,45 | 27 févr. 2026 | 125 | 116 | 118 | TransCanada PipeLines Limited | 3,39 | 15 mars 2028 | 190 | 173 | 204 |
| Sienna Senior Living Inc. | 2,82 | 31 mars 2027 | 111 | 98 | 111 | TransCanada PipeLines Limited | 3,00 | 18 sept. 2029 | 265 | 229 | 268 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 1,74 | 16 déc. 2025 | 608 | 554 | 583 | TransCanada PipeLines Limited | 6,50 | 9 déc. 2030 | 130 | 129 | 167 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 3,44 | 28 août 2026 | 396 | 367 | 368 | TransCanada PipeLines Limited | 5,33 | 12 mai 2032 | 538 | 509 | 548 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 3,19 | 11 juin 2027 | 568 | 511 | 591 | TransCanada PipeLines Limited | 4,55 | 15 nov. 2041 | 1 581 | 1 259 | 1 742 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 2,31 | 18 déc. 2028 | 205 | 168 | 176 | TransCanada PipeLines Limited | 4,33 | 16 sept. 2047 | 290 | 215 | 240 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 3,53 | 20 déc. 2029 | 288 | 245 | 304 | TransCanada PipeLines Limited | 4,18 | 3 juill. 2048 | 120 | 86 | 89 |
| SNC-Lavalin Innisfree McGill Finance Inc. | 6,63 | 30 juin 2044 | 621 | 650 | 815 | TransCanada PipeLines Limited | 4,34 | 15 oct. 2049 | 375 | 276 | 295 |
| | | | | | | TransCanada PipeLines Limited | 5,92 | 12 mai 2052 | 48 | 45 | 48 |

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--|-----------------------|---------------------------|-------------------------|----------------------|--------------------|
| Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 30,4 % (suite) | | | | | |
| Union Gas Limited | 5,20 | 23 juill. 2040 | 809 | 773 | 1 071 |
| Union Gas Limited | 4,20 | 2 juin 2044 | 329 | 273 | 393 |
| Ventas Canada Finance Limited | 3,30 | 1 ^{er} déc. 2031 | 509 | 407 | 484 |
| VW Credit Canada Inc. | 2,85 | 26 sept. 2024 | 1 000 | 975 | 1 013 |
| Wells Fargo & Company | 2,57 | 1 ^{er} mai 2026 | 496 | 471 | 499 |
| Wells Fargo & Company | 2,98 | 19 mai 2026 | 2 842 | 2 651 | 2 926 |
| | | | | 149 293 | 165 406 |
| Total des placements à revenu fixe – 64,8 % | | | | 318 160 | 347 367 |
| Titre | | | Nombre de titres | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
| Fonds négociés en bourse – 33,9 % | | | | | |
| FINB BMO S&P 500 | | | 316 600 | 20 145 | 17 950 |
| iShares Core MSCI Emerging Markets IMI Index ETF | | | 572 348 | 13 994 | 15 859 |
| iShares Core S&P 500 Index ETF | | | 826 306 | 24 803 | 26 200 |
| iShares Core S&P U.S. ETF | | | 1 347 805 | 57 780 | 39 915 |
| iShares Global Infrastructure Index ETF | | | 248 108 | 8 520 | 7 275 |
| iShares Global Real Estate Index ETF | | | 331 838 | 8 143 | 9 694 |
| iShares Core MSCI EAFE IMI Index ETF | | | 1 001 984 | 31 988 | 31 043 |
| Vanguard FTSE Emerging Markets All Cap Index ETF | | | 37 200 | 1 175 | 1 469 |
| | | | | 166 548 | 149 405 |
| Total des actions – 33,9 % | | | | 166 548 | 149 405 |
| Total des placements – 98,7 % | | | | 484 708 | 496 772 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie – 1,3 % | | | | 6 527 | 6 527 |
| Total de l'actif du portefeuille – 100,0 % | | | | 491 235 | 503 299 |
| Total du fonds de placement | | | | 491 235 | 503 299 |

Tableau complémentaire II – Dépôts des souscripteurs et revenu cumulé

Aux 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau suivant présente le sommaire des conventions, des dépôts des souscripteurs et du revenu cumulé du Régime d'épargne familial.

| N ^{bre} de conventions à l'ouverture | Rentrées de conventions | Sorties de conventions | N ^{bre} de conventions à la clôture | Dépôts des souscripteurs | Revenu cumulé |
|---|-------------------------|------------------------|--|--------------------------|---------------|
| 77 977 | 13 194 | 9 624 | 81 547 | 227 573 | 98 414 |

La variation des dépôts des souscripteurs est la suivante :

| | 2023 | 2022 |
|---|------------|------------|
| Paiements nets des souscripteurs ¹ | 10 290 \$ | 10 770 \$ |
| Transferts de capital interrégimes | 81 202 | 77 321 |
| Remboursement du capital | (82 872) | (81 517) |
| Augmentation nette des dépôts des souscripteurs | 8 620 | 6 574 |
| Solde au début de l'exercice | 218 953 | 212 379 |
| Solde à la fin de l'exercice | 227 573 \$ | 218 953 \$ |

1. Déduction faite des frais de souscription perçus de 47 \$ (2022 – 27 \$).

Notes annexes

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 1. Nature des activités

Le Régime d'épargne familial de la Fiducie canadienne de bourses d'études (le « Régime ») est un régime d'épargne-études autogéré qui a été établi le 1^{er} mars 1997. L'objectif du Régime est d'aider les parents et d'autres particuliers à épargner en prévision des études postsecondaires d'enfants. Le Régime est géré et distribué par Épargne C.S.T. inc. (« Épargne CST »), une filiale entièrement détenue par la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études (la « Fondation »). Les bureaux du Régime sont situés au 1600-2235 Sheppard Avenue East, Toronto (Ontario), Canada.

Le souscripteur effectue des paiements dans un compte que le fiduciaire du Régime conserve au nom d'un ou de plusieurs bénéficiaires. Des paiements de frais de souscription sont prélevés sur la cotisation initiale versée par le souscripteur. Le capital cumulé pendant la durée de la convention du régime d'épargne-études (la « convention ») est remboursé au souscripteur en totalité ou en partie en tout temps à la demande du souscripteur. Un bénéficiaire est réputé être un étudiant admissible à la réception d'une preuve de l'admission de cet étudiant à un programme d'études admissible suivi dans un établissement admissible. Les paiements d'aide aux études (« PAE ») versés à un bénéficiaire du Régime sont déterminés par le souscripteur et sont payés à même le revenu réalisé sur le capital du souscripteur.

Les bénéficiaires peuvent avoir droit à un certain nombre de subventions gouvernementales incluant le Programme de la Subvention canadienne pour l'épargne-études (la « SCEE »), le Bon d'études canadien (le « BEC »), l'incitatif québécois à l'épargne-études (l'« IQEE ») et la Subvention pour l'épargne-études et l'épargne-formation de la Colombie-Britannique (« BCTESG ») (collectivement, les « subventions gouvernementales »).

Le Régime reçoit les subventions gouvernementales, qui sont créditées directement aux conventions de souscripteurs, et il investit ces fonds conformément aux politiques de placement du Régime. Les subventions gouvernementales ainsi que le revenu de placement réalisé sur celles-ci sont versés aux étudiants admissibles.

Les conventions sont enregistrées auprès des autorités gouvernementales compétentes, dans la mesure où tous les renseignements requis ont été fournis et, après leur enregistrement, elles sont régies par les règlements sur les régimes enregistrés d'épargne-études en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Selon la législation fiscale actuelle, le revenu crédité sur le capital d'un souscripteur ne constitue pas un revenu imposable pour celui-ci, sauf s'il est retiré à titre de paiement de revenu cumulé, sous réserve de certaines exigences d'admissibilité. Les dépôts ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu et ne sont pas imposables lorsqu'ils sont remboursés au souscripteur. Les paiements versés à un bénéficiaire, y compris les PAE, les subventions gouvernementales et le revenu réalisé sur celles-ci, constituent un revenu imposable pour ce bénéficiaire dans l'année du versement.

Note 2. Méthodes comptables significatives

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Fondation le 19 décembre 2023.

b) Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, qui sont évalués à la juste valeur.

c) Instruments financiers

Le Régime comptabilise ses actifs et ses passifs financiers lorsqu'il devient partie à un contrat. Les actifs et les passifs financiers, à l'exception de ceux qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers et les passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale, et les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les placements à la juste valeur ont été classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

L'évaluation au cours des périodes ultérieures sera déterminée en fonction du classement de l'instrument financier. Les actifs financiers et les passifs financiers du Régime sont classés comme suit :

| Actif financier ou passif financier | Classement |
|---|--|
| Placements, à la juste valeur | À la juste valeur par le biais du résultat net ⁱ⁾ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Au coût amorti ⁱⁱ⁾ |
| Produits à recevoir et autres débiteurs | Au coût amorti ⁱⁱ⁾ |
| Débiteurs pour les titres vendus | Au coût amorti ⁱⁱ⁾ |
| Créditeurs et charges à payer | Au coût amorti ⁱⁱⁱ⁾ |
| Créditeurs pour les titres achetés | Au coût amorti ⁱⁱⁱ⁾ |

ⁱ⁾ Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lorsqu'ils sont acquis principalement à des fins de transaction. Les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, et les variations des profits et des pertes latents sont comptabilisées dans les états du résultat global.

ⁱⁱ⁾ Les actifs financiers classés au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés qui sont détenus aux fins de perception de flux de trésorerie contractuels et qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après la comptabilisation initiale, ces actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ⁱⁱⁱ⁾ Les passifs financiers classés au coût amorti rassemblent les passifs qui ne constituent pas des passifs dérivés et qui ne sont pas classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 2. Méthodes comptables significatives (suite)

c) Instruments financiers (suite)

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument financier et d'affectation des intérêts au cours de la période visée. Le taux d'intérêt effectif correspond au taux qui actualise les flux de trésorerie futurs estimatifs (y compris tous les coûts de transaction et autres surcotes ou décotes) sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette à la comptabilisation initiale.

La dépréciation repose sur les pertes de crédit attendues pour les titres de placement, qui sont déterminées selon les divers résultats possibles en prenant en compte toutes les informations raisonnables et justifiables disponibles, dont les notations de crédit internes et externes, l'historique de pertes enregistrées et les attentes à l'égard des flux de trésorerie futurs.

d) Évaluation des placements

Les placements à la juste valeur incluent les types de titres suivants : les obligations, les titres du marché monétaire, les actions, les fonds négociés en bourse (les « FNB ») et les fonds communs.

La juste valeur des titres à revenu fixe qui ne sont pas négociés sur le marché est évaluée soit à l'aide du cours acheteur moyen de plusieurs courtiers, soit au moyen de la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels aux taux courants du marché. Les intérêts courus à la date de clôture sont inclus au poste Produits à recevoir et autres débiteurs des états de la situation financière.

La juste valeur des titres négociés sur un marché actif est évaluée en fonction du cours acheteur à la date de clôture.

La note 8 fournit d'autres indications à propos des évaluations de la juste valeur.

e) Opérations de placement et constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de la transaction. Les intérêts correspondent aux intérêts au taux nominal reçus par le Régime et comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Le Régime n'amortit pas les surcotes payées ou les décotes reçues à l'achat de titres à revenu fixe. Les dividendes et les distributions sont comptabilisés à la date ex-dividende et à la date ex-distribution, respectivement. Les profits (pertes) réalisés à la vente de placements et la variation des profits (pertes) latents sont calculés en se rapportant au coût moyen des placements connexes et sont constatés dans la période au cours de laquelle ces profits (pertes) surviennent.

f) Dépôts des souscripteurs et frais de souscription

Les dépôts des souscripteurs comprennent les montants reçus de ces derniers et ils excluent les montants futurs à recevoir en vertu des conventions en vigueur. Des frais de souscription sont exigés et font partie de la cotisation initiale en vertu de chaque

convention. Les frais de souscription perçus au cours de la période de présentation de l'information financière sont versés à Épargne CST.

g) Impôt sur le résultat

Le Régime est exonéré d'impôt sur le résultat en vertu de l'article 146.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les soldes déposés auprès de banques et les titres dont l'échéance se situe à 90 jours ou moins de la date de l'achat et incluent des dépôts à terme, des bons du Trésor et des acceptations bancaires.

i) Change

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Régime sont le dollar canadien.

Au cours d'une période donnée, les achats et les ventes de placements libellés en devises et les dividendes et produits d'intérêts libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment des transactions. Les profits ou les pertes de change réalisés ou latents sur les placements sont inclus respectivement aux postes Profits (pertes) réalisés à la vente de placements et Variation des profits (pertes) latents des états du résultat global.

j) Estimations et jugements comptables critiques

Dans le cadre de la préparation des états financiers, la direction a recours à des estimations et à des jugements qui influent sur les montants comptabilisés et présentés dans les états financiers. Ces estimations et ces jugements ont une incidence directe sur l'évaluation des transactions et des soldes comptabilisés dans les états financiers. De par leur nature, ces estimations et ces jugements font l'objet d'une incertitude relative à la mesure, et les résultats réels pourraient être différents.

Note 3. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées sont évaluées à la valeur d'échange, qui correspond au montant dont ont convenu les parties.

a) Distribution et administration du Régime

La Fondation, qui parraine le Régime, a confié à Épargne CST, en qualité de courtier de régimes de bourses d'études et de gestionnaire de fonds d'investissement, la responsabilité de distribuer et d'administrer le Régime. Les conventions sont renouvelables annuellement le 1^{er} novembre.

Des frais d'administration et des frais de tenue de compte annuels correspondant à 1 % du total du capital, des subventions gouvernementales et du revenu réalisé sur celles-ci sont versés à la Fondation.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023, un montant de 5 423 \$ a été comptabilisé à titre de frais de tenue de compte et de frais d'administration (2022 – 5 409 \$). Les frais

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 3. Transactions entre parties liées (suite)

a) Distribution et administration du Régime (suite)

d'administration et les frais de tenue de compte inclus dans les Créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2023 s'élevaient à 71 \$ (2022 – 163 \$).

Les frais de souscription versés par les souscripteurs à même leurs cotisations initiales sont versés à Épargne CST à titre de rémunération pour la vente et la distribution de régimes d'épargne.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023, un montant de 46 \$ a été versé à Épargne CST à même les frais de souscription perçus (2022 – 27 \$). Les montants connexes inclus dans les Créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2023 s'élevaient à néant (2022 – 1 \$).

b) Honoraires versés pour les services d'un comité d'examen indépendant

Le comité d'examen indépendant offre des services indépendants d'examen et de surveillance des conflits d'intérêts liés à la gestion des Régimes. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023, le Régime a comptabilisé une charge de 11 \$ (2022 – 5 \$) pour les services du comité d'examen indépendant. Les honoraires du comité d'examen indépendant inclus dans les Créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2023 s'élevaient à néant (2022 – néant).

c) Honoraires versés pour superviser et diriger les gestionnaires de portefeuille

Le poste Frais de gestion de portefeuille des états du résultat global comprend un montant de 75 \$ (2022 – 71 \$) facturé par Épargne CST au titre des charges engagées pour la supervision et l'encadrement des gestionnaires de portefeuille. Les Créditeurs et charges à payer comprenaient un montant de 7 \$ à recevoir d'Épargne CST au 31 octobre 2023 (2022 – 21 \$) relativement à ces charges.

d) Honoraires versés pour les services de gestion de placements fournis par Gestion d'actifs C.S.T. Inc.

Épargne CST a nommé Gestion d'actifs C.S.T. Inc. (« Gestion d'actifs C.S.T. ») à titre de gestionnaire de placement pour une partie des comptes de placement du Régime.

L'entente demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit résiliée à la suite d'un préavis de 30 jours. La juste valeur du total des placements gérés par Gestion d'actifs C.S.T. s'élevait à 108 152 \$ au 31 octobre 2023 (2022 – 86 017 \$).

Le poste Frais de gestion de portefeuille des états du résultat global comprend un montant de 126 \$ facturé par Gestion d'actifs C.S.T. au titre des charges engagées pour la prestation de ces services (2022 – 109 \$). Les créditeurs et charges à payer comprenaient un montant de 44 \$ à payer à Gestion d'actifs C.S.T. au 31 octobre 2023 relativement à ces charges (2022 – 9 \$).

Note 4. Avoirs investis

Les avoirs investis sont présentés dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille.

Le capital reçu au titre des subventions gouvernementales et le revenu réalisé sur celles-ci sont investis avec le capital des souscripteurs et le revenu réalisé sur celui-ci. Les avoirs investis sont présentés dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille.

Note 5. Gestion du risque lié au capital

Le capital du Régime est constitué des composants de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires selon les états de la situation financière. Le Régime est dans l'obligation de rembourser les cotisations des souscripteurs à l'échéance des placements ou à la fin du régime, ainsi que de verser des PAE avec le revenu de placement, les subventions et le revenu tiré des subventions. Le Régime investit les cotisations des souscripteurs et les subventions gouvernementales reçues dans des placements appropriés conformément aux objectifs de placement indiqués, tout en conservant des liquidités suffisantes pour honorer ses obligations à l'égard des souscripteurs.

Note 6. Risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal des activités, le Régime peut être exposé à une variété de risques découlant des instruments financiers. Les expositions du Régime à de tels risques sont concentrées dans ses avoirs investis et sont liées aux risques de marché (qui incluent le risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de change.

Le processus de gestion des risques du Régime inclut le suivi de la conformité conformément à la politique de placement du Régime. Le Régime gère les effets de ces risques financiers sur le rendement du portefeuille de placement professionnel externe. Les gestionnaires de placement examinent régulièrement les positions du Régime et les événements survenus sur le marché, et gèrent le portefeuille de placement conformément à la politique et aux mandats de placement.

a) Risque de marché

i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque d'une variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie des placements du Régime dans des instruments financiers portant intérêt résultant des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. Il existe une relation inverse entre les variations des taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des obligations. Ce risque est activement géré en utilisant la duration, l'analyse de la courbe des taux et la sélection de secteur et de crédit. Le risque lié aux variations des taux d'intérêt est réduit pour la

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 6. Risques liés aux instruments financiers (suite)

a) Risque de marché (suite)

i) Risque de taux d'intérêt (suite)

trésorerie et les équivalents de trésorerie en raison de leur nature à court terme.

Les avoirs du Régime en titres de créance par échéance sont les suivants :

| Titres de créance par date d'échéance | % du total du fonds de placement | |
|---------------------------------------|----------------------------------|--------------|
| | 31 oct. 2023 | 31 oct. 2022 |
| Moins de 1 an | 12 % | 5 % |
| De 1 an à 3 ans | 17 % | 10 % |
| De 3 à 5 ans | 15 % | 18 % |
| Plus de 5 ans | 22 % | 29 % |
| Total des titres de créance | 66 % | 62 % |

Au 31 octobre 2023, si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté de 1 %, la juste valeur du total du fonds de placement de 491 235 \$ (2022 – 457 726 \$), tel qu'il est indiqué dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille, aurait diminué d'environ 12 235 \$ (2022 – 11 546 \$). Si les taux d'intérêt en vigueur avaient diminué de 1 %, la juste valeur du total du fonds de placement aurait augmenté d'environ 13 842 \$ (2022 – 13 078 \$). Cette variation de 1 % présume un changement parallèle de la courbe des taux, alors que toutes les autres variables demeurent constantes. Dans la pratique, les résultats réels pourraient différer de façon significative.

ii) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue à la suite des fluctuations des cours du marché autres que celles résultant du risque de taux d'intérêt. Les facteurs propres à un placement individuel, son émetteur ou d'autres facteurs ayant un effet sur tous les instruments négociés sur un marché ou sur un segment de marché ont une incidence sur ce risque. Les catégories d'actifs qui sont les plus touchées par ce risque sont les actions et les FNB du Régime, qui représentent 34 % (2022 – 38 %) du total du fonds de placement au 31 octobre 2023.

Au 31 octobre 2023, si les prix des actions et des indices sous-jacents avaient augmenté ou diminué de 1 % et que toutes les autres variables étaient restées constantes, la juste valeur du total du fonds de placement indiqué dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille aurait augmenté ou diminué d'approximativement 1 665 \$ (2022 – 1 755 \$). Dans la pratique, les résultats réels pourraient différer de façon significative.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à la capacité de l'émetteur de titres de créance d'effectuer des paiements d'intérêt et de rembourser le capital. Le portefeuille du Régime comprend principalement des obligations émises ou garanties par les gouvernements fédéral et provinciaux et des instruments de créance de sociétés assortis d'une notation minimale approuvée établie par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Le Régime a une concentration de placements dans des obligations émises et garanties par le gouvernement qui sont considérées comme des placements de haute qualité de crédit, ce qui atténue le risque de crédit.

L'exposition du Régime au risque de crédit est résumée ci-dessous :

| Notation | 31 octobre 2023 | | 31 octobre 2022 | |
|------------------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | % du total du fonds de placement | Montant | % du total du fonds de placement | Montant |
| AAA | 8 % | 37 438 \$ | 8 % | 34 370 \$ |
| AA/AA (élevée)/AA (faible) | 30 % | 144 813 | 30 % | 138 686 |
| A/A (élevée)/A (faible) | 13 % | 65 530 | 14 % | 64 052 |
| BBB | 9 % | 45 109 | 7 % | 31 612 |
| R-1 | 0 % | – | 0 % | 65 |
| Non noté à court terme | 6 % | 31 797 | 3 % | 13 399 |
| Total des titres de créance | 66 % | 324 687 \$ | 62 % | 282 184 \$ |

DBRS Morningstar a été la source principale pour l'obtention de notations. Les sources secondaires utilisées incluent Standard & Poor's Financial Services LLC et Moody's Investors Service, Inc.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Régime ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles. L'exposition du Régime au risque de liquidité est concentrée dans les remboursements de capital aux souscripteurs et les PAE aux bénéficiaires. Le Régime investit principalement dans des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et peuvent être facilement vendus. Le Régime conserve suffisamment de positions de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour répondre aux exigences de liquidité en utilisant des modèles de prévisions de trésorerie qui reflètent la répartition des dépôts des souscripteurs et du revenu cumulé. Tous les autres passifs financiers sont à court terme et sont payables dans un délai de un an.

d) Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de changements survenus dans les taux de change. Le Régime détient des FNB étrangers qui représentent 33 % (2022 – 38 %) du total du fonds de placement. La juste valeur du total du fonds de placement du Régime augmenterait ou diminuerait d'environ 1 637 \$ (2022 – 1 723 \$) à la suite d'une dépréciation ou d'une appréciation de 1 % du taux de change du dollar canadien. Dans la pratique, les résultats réels pourraient différer de façon significative.

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 7. Remboursement des frais de souscription

Si la convention d'un souscripteur est transférée depuis le Régime Avantage CST, le souscripteur peut avoir droit à un remboursement partiel des frais de souscription payés au titre du Régime Avantage CST. Le pourcentage des frais de souscription à rembourser dépend de la période pendant laquelle la convention du souscripteur se rapportait au Régime Avantage CST et il se situe entre 0 % et 25 % du total des frais de souscription payés. Le remboursement des frais de souscription (les « droits au RFS ») est versé aux bénéficiaires admissibles dans une proportion correspondant au montant du retrait des PAE. Le montant total remboursé pour l'exercice clos le 31 octobre 2023 était de 2 385 \$ (2022 – 2 262 \$).

Les droits au RFS sont payés par le Régime Avantage CST lorsqu'ils sont engagés.

Note 8. Évaluation à la juste valeur et informations à fournir

Les justes valeurs estimatives utilisées aux fins de l'évaluation et des informations à fournir se rapprochent des montants qui seraient obtenus pour la vente d'un actif, ou payés pour le règlement d'un passif, dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché.

Les valeurs comptables des autres instruments financiers, comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les produits à recevoir et autres débiteurs, les débiteurs pour les titres vendus, les subventions gouvernementales à recevoir, les créiteurs et charges à payer ainsi que les créiteurs pour les titres achetés, se rapprochent de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme.

Le tableau suivant présente les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs dans lesquels ont été classés les instruments financiers du Régime :

- i) Les instruments financiers classés au niveau 1 sont évalués en utilisant les cours du marché.
- ii) Les instruments financiers classés au niveau 2 sont évalués en utilisant des données d'entrée directement ou indirectement observables.
- iii) Les instruments financiers classés au niveau 3 sont évalués en utilisant des données d'entrée non observables (ce qui comprend l'utilisation d'hypothèses fondées sur la meilleure information disponible).

Actifs évalués à la juste valeur au 31 octobre 2023

| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|--|-------------------|-------------------|-------------|-------------------|
| Titres à revenu fixe | – \$ | 318 160 \$ | – \$ | 318 160 \$ |
| FNB et titres de capitaux propres | 166 548 | – | – | 166 548 |
| Total des placements, à la juste valeur | 166 548 \$ | 318 160 \$ | – \$ | 484 708 \$ |

Actifs évalués à la juste valeur au 31 octobre 2022

| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|--|-------------------|-------------------|-------------|-------------------|
| Titres à revenu fixe | – \$ | 260 771 \$ | – \$ | 260 771 \$ |
| FNB et titres de capitaux propres | 175 542 | – | – | 175 542 |
| Total des placements, à la juste valeur | 175 542 \$ | 260 771 \$ | – \$ | 436 313 \$ |

Au cours des exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022, aucun transfert n'a été effectué entre les niveaux 1 ou 2.

Fiducie canadienne de bourses d'études

Parrainé par la

Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études
2235 Sheppard Avenue East, Suite 1600
Toronto (Ontario) M2J 5B8
1 877 333-7377

Gestionnaire de fonds d'investissement et distributeur

Épargne C.S.T. inc.
2235 Sheppard Avenue East, Suite 1600
Toronto (Ontario) M2J 5B8

Fiduciaire

Fiducie RBC Services aux investisseurs
155 Wellington Street West, 2nd Floor
Toronto (Ontario) M5V 3L3

Auditeur

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Bay Adelaide East
8 Adelaide Street West, Suite 200
Toronto (Ontario) M5H 0A9

Banque

Banque Royale du Canada
Royal Bank Plaza
South Tower
200 Bay Street, 10th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2J5

Pour obtenir des renseignements sur le compte de votre régime, veuillez ouvrir une session dans nos Services en ligne à www.cst.org.

Au Québec, les régimes du Plan fiduciaire canadien de bourses d'études sont distribués par Épargne C.S.T. inc., cabinet de courtage en plans de bourses d'études.

